## ELECTIONS LEGISLATIVES DU 14 JUIN 1981

2º CIRCONSCRIPTION

## UNION POUR UNE NOUVELLE MAJORITÉ



## Jean DELANEAU

Député sortant

Ancien Président du Conseil Régional

Maire de CHATEAU-RENAULT

Chirurgien

Suppléante :

## Simone CLÉROUIN

Professeur de Lycée



Madame, Mademoiselle, Monsieur,

Il y a 3 ans, près de 52 % d'entre vous m'ont fait confiance pour soutenir l'action du Président de la République, Valéry GISCARD D'ESTAING, dans le cadre de l'Union de la Majorité. Je crois avoir rempli ce mandat avec conscience et loyauté. L'interruption brutale de cette Législature n'a pas permis d'aller jusqu'au bout de certains engagements, mais la plupart ont été cependant réalisés ou fortement avancés.

- Au plan national, le niveau de vie a été maintenu, et même augmenté pour les plus bas revenus, des lois importantes ont été votées ou étaient en cours d'élaboration dans le domaine des droits individuels, de la protection et de la sécurité des citoyens, de la participation dans les entreprises, de la formation professionnelle, de la recherche, de l'énergie, de l'agriculture...
- Au plan local, la modernisation des collèges ruraux (Neuillé-Pont-Pierre, Château-la-Vallière, Neuvy-le-Roi), l'extension du Lycée Agricole de Fondettes, l'humanisation des hôpitaux sont en cours de réalisation. Le Collège de Fondettes-Luynes va être inscrit à la Carte Scolaire. La maternité de Tours Nord ouvrira bientôt.

La sauvegarde des sites et espaces naturels, à laquelle je me suis particulièrement attaché depuis 1976, est également en bonne voie, avec l'opération « Brenne, rivière propre » pratiquement achevée, l'abandon du projet autoroutier Angers-Tours remplacé par un aménagement sur place des voies existantes.

Le renforcement du secteur rural, par les contrats régionaux de Neuvy-le-Roi et du Nord-Ouest du département, l'implantation d'ateliers, éviteront la désertification du Nord de la Touraine.

Mais nous sommes maintenant dans une situation nouvelle, avec un nouveau Président, donc de toute façon une nouvelle politique.

Cette politique n'est pas actuellement clairement définie, mais les options choisies par le chef de l'Etat et le parti qui le soutient posent un certain nombre d'interrogations qui obligent à une grande vigilance. Pendant un certain temps, il sera facile au nouveau gouvernement de donner quelques satisfactions et de réaliser partiellement certaines promesses imprudentes de la campagne électorale.

Qui peut ne pas souhaiter une amélioration des bas revenus salariaux, des retraites, des prestations familiales, une réduction du chômage, du temps de travail, un abaissement de l'âge de la retraite? Il n'est pas digne de laisser croire que nous n'avions pas nous aussi ce souci au cours de la précédente législature, et, sauf en ce qui concerne le chômage, il y a eu des progrès sur tous ces points. Mais si ces mesures entraînent une inflation démesurée, une réduction de nos marchés extérieurs, la fermeture des entreprises les plus fragiles, qui aura gagné et qui aura perdu dans cette affaire?

Certains peuvent exiger l'arrêt du développement des centrales nucléaires. Mais qui peut accepter de prendre à nouveau ce risque qui était en train de se réduire, que la France soit totalement dépendante des pays du Golfe qui sont nos fournisseurs de pétrole, de prendre un retard technologique sur les autres pays qui se réjouissent bien sûr de ce qui se passe en France, car ils pensent en profiter pour nous surpasser. Que proposera-t-on aux entreprises qui étaient engagées dans la sous-traitance de l'équipement de ces centrales?

Et puis il y aura les exigences des communistes qui ont aussi perdu les élections présidentielles, et perdront aussi sans doute de nombreux sièges aux élections législatives, mais qui seront cependant indispensables pour donner au nouveau Chef de l'Etat la majorité politique qu'il souhaite. Et il y a des libertés fondamentales auxquelles nous sommes attachés, le pluralisme dans l'enseignement, le pluralisme dans l'exercice des professions médicales, la liberté de disposer de sa propriété, de gérer son entreprise sans être soumis à un système bancaire unique. L'élimination d'une possibilité de choix crée des situations de monopole qui tôt ou tard aboutissent à la mainmise de l'Etat sur toute la vie économique d'abord, sur la « vie » elle-même ensuite...

Vous devez avoir à l'Assemblée Nationale des représentants qui sauront, sans s'enfermer dans une opposition systématique à toutes les réformes dont certaines sont nécessaires, dénoncer certains excès, s'y opposer, et permettre au progrès social attendu de se poursuivre, à condition qu'il ne porte pas en lui-même sa propre régression. Il n'y a rien de pire qu'un rêve qui s'écroule.

L'expérience que j'ai acquise au Parlement, la volonté qui m'anime depuis ma jeunesse de travailler à construire une société meilleure, l'esprit de tolérance dont j'ai toujours fait preuve, l'attachement que je porte à la Touraine, m'ont amené à solliciter à nouveau vos suffrages, avec, comme en 1978, Simone CLEROUIN qui sera ma suppléante éventuelle, et qui partage mon point de vue pour l'essentiel.

L'Union pour la Nouvelle Majorité se veut constructive, à partir des principes fondamentaux que sont la sauvegarde de l'indépendance de la France, le renforcement de la Défense Nationale, le développement de la construction européenne seule capable d'éviter que nous devenions un jour le « protectorat » de tel ou tel bloc, la création d'une alliance pour le développement avec les pays pauvres, le développement de la liberté et de la responsabilité dans le domaine économique (allègement des réglementations, diminution des prélèvements obligatoires, renforcement de l'investissement productif, aménagement des conditions de travail), du dialogue social, d'une société plus humaine, la réforme de la fiscalité, le renforcement de la responsabilité des collectivités locales, un plus grand effort de solidarité en faveur des familles, l'amélioration de la formation des jeunes pour résoudre le problème de leur emploi.

C'est en tenant compte de certaines volontés de changement exprimées lors des dernières élections présidentielles, que nous nous engageons à conduire les affaires du pays. C'est l'avenir de la France qui est en jeu.

Jean DELANEAU Candidat Vu, la Suppléante : Simone CLEROUIN